

Le Pacte – des textes qui confirment le piège

Les textes réglementaires ont été publiés, cet été, pour préciser et cadrer le fonctionnement du Pacte. Ils confirment les analyses du Snes-FSU : le Remplacement de Courte Durée (RCD) est bien la porte d'entrée dans le Pacte

Note de service du 20 juillet 2023 : « La détermination repose sur une analyse de la situation de l'école ou de l'établissement au regard de ses objectifs pédagogiques en réponse aux besoins des élèves, prenant en compte **les priorités nationales que sont les sessions de soutien et d'approfondissement en classe de 6e et le remplacement de courte durée. Ces missions doivent être prioritairement attribuées.** »

« Pour le second degré, le chef d'établissement recense les personnels volontaires pour effectuer une ou plusieurs missions. Les parts fonctionnelles doivent être prioritairement allouées dans l'objectif de répondre au besoin prévisionnel de remplacement, défini par le plan annuel précité.

La première mission ne peut faire l'objet d'une demi-part fonctionnelle. Sauf cas particulier, elle porte sur le remplacement de courte durée.

#LARENTRÉEENVRAI

Le RCD s'apparente bien à une forme d'astreinte !

Décret n° 2023-732 du 8 août 2023 : « le chef d'établissement sollicite prioritairement les personnels enseignants qui se sont engagés, sur une base volontaire, à assurer un volume horaire de remplacement de courte durée durant l'année scolaire. Ces enseignants communiquent au chef d'établissement des créneaux fixes d'au moins une heure dans la semaine, durant lesquels ils peuvent être appelés afin d'assurer un remplacement. [...]

Les enseignants concernés ne peuvent refuser d'assurer un remplacement sur l'un de ces créneaux qu'avec un motif légitime d'absence en application des règles régissant les autorisations d'absence. »



#LARENTRÉEENVRAI

La mise en place du RCD fera l'objet d'un contrôle pointilleux des chefs d'établissement, des rectorats et du ministère.

Décret n° 2023-732 du 8 août 2023 : « Le chef d'établissement transmet aux autorités académiques et ministérielles les données nécessaires au suivi de la mise en œuvre du remplacement de courte durée dans les conditions définies par un arrêté du ministre chargé de l'éducation nationale. »

Arrêté du 14 août 2023 : « Le traitement « Suivi du remplacement de courte durée » a pour finalité le suivi de la mise en œuvre de la politique de remplacement des absences de courte durée des enseignants du second degré à partir de données issues des logiciels de vie scolaire mis en œuvre par les établissements d'enseignement du second degré. »

« Ces données sont issues des logiciels de vie scolaire mis en œuvre par les chefs d'établissement.

Elles sont transmises hebdomadairement par ces derniers, de façon automatisée par le biais d'une interface de programmation applicative (API) permettant un recueil sécurisé de ces données. »



BON À SAVOIR

Les enveloppes habituelles (HSE, IMP) sont maintenues.

Elles permettent d'être rémunérées hors Pacte, comme l'an dernier, pour Devoirs Faits comme pour le remplacement ponctuel.

La fusée Pacte ne décolle pas !

C'est pourquoi le ministère donne des consignes pour tenter de réduire le nombre d'absences...

- en allant jusqu'à menacer la formation continue sur temps de service, qu'il voudrait conditionner à l'avis du chef d'établissement
- l'organisation des sorties et voyages est remise en cause dans le "guide du RCD" destiné aux chefs d'établissement.

Vigilance !

Il est possible "d'engager" un.e collègue dans un Pacte, sans sa signature !

Soyons clair-es : REFUSONS LE PACTE !

Ensemble, refusons le pacte et gagnons une revalorisation sans contrepartie !

